



Les échos des Ceméa

Votre rendez -vous mensuel avec la Ferc-Cgt

Edito

Ce numéro devait être initialement consacré aux résultats de l'enquête menée par les élu-e-s Ferc-Cgt sur les risques psychosociologiques. Aujourd'hui, nous ne sommes pas en capacité de communiquer nos analyses car ironie du sort quatre de nos élu-e-s sont arrêté-e-s et pour trois il s'agit d'épuisement professionnel.

Le 17 février le tribunal de grande instance a prononcé la liquidation judiciaire de l'association des Ceméa Bourgogne. Dans notre édito du numéro 2, nous vous l'avions annoncé. Cependant, une coquille s'est glissée puisque nous nous sommes trompés sur un prénom de salarié. Nous tenons à nous en excuser et à renouveler notre soutien à Delphine, Lydie, Jean-François, Amélie et Michel.

Comment nous contacter :

ferc-cgt-cemea@gmx.fr

Nous réfléchissons à développer un site ou à ouvrir une page Facebook.

Pour en savoir plus sur notre organisation syndicale :

<http://www.ferc-cgt.org/>



Les risques psychosociaux peuvent être analysés selon six dimensions : les exigences du travail, les exigences émotionnelles, l'autonomie et les marges de manœuvre, les rapports sociaux et relations de travail, les conflits de valeur, l'insécurité socio-économique.

Nous en présenterons trois qui nous semblent particulièrement présents dans nos associations territoriales.

La notion « d'exigences du travail » recouvre quatre grandes dimensions : la quantité de travail, la pression temporelle au travail, la complexité du travail et les difficultés de conciliation entre vie professionnelle et vie familiale.

Les « conflits de valeur » renvoient à l'état de mal-être ressenti par le travailleur lorsque ce qu'on lui demande de faire vient en opposition avec ses normes professionnelles, sociales ou subjectives, compte tenu de la nature du travail à réaliser ou encore du temps et des moyens dont il dispose. Certains auteurs ont qualifié cette situation « d'impératifs dissonants ».

L'insécurité de l'emploi est un facteur de risque pour la santé dans la mesure où elle réduit le sentiment de maîtrise de la situation ainsi que le sentiment d'estime de soi. L'expansion des emplois à durée limitée ainsi que des restructurations d'entreprises ont pu provoquer une hausse du sentiment d'insécurité de l'emploi (avant même l'impact de la récente récession), bien que cette question reste controversée.

Source Dares Analyses – décembre 2010

Que s'est-il passé à la séance plénière du comité d'entreprise du 16 février

- Les élus SepUnsa ont lu une déclaration qu'ils ont refusé de nous remettre dans laquelle, en substance, ils reprochent à notre syndicat son manque de collaboration et surtout les propos tenus dans notre numéro précédent qu'ils traduisent comme les accusant d'être le syndicat des patrons. Nous les laissons maître de leurs mots...
- Il semblerait que les élus SepUnsa aient reçu des courriels et des appels téléphoniques anonymes, il va sans dire que nous sommes en désaccord avec ces procédés. Les salariés peuvent être légitimement en colère et frustrés pour autant, il s'agit de le faire savoir ouvertement pour que s'engagent des débats constructifs.
- Stéphane VINCENT et Franck GESBERT respectivement directeurs de Basse et de Haute Normandie ont présenté le projet de fusion des CEMEA en Normandie. Il s'agit de la première fusion au sein des Ceméa et nos élu-e-s ne mesurent pas encore les conséquences et les obligations légales autour de cette procédure. Les questions posées aux directeurs concernaient principalement la réorganisation, l'emploi, les missions, la charge de travail, l'organigramme mais aussi la situation financière des deux associations. Nos élu-e-s ont insisté sur le fait que les questions posées au Conseil d'Administration National dans le cadre de la poursuite de l'audit auraient permis d'avoir une vision précise de la stratégie de renforcement et d'accompagnement des AT dans le cadre de la régionalisation.
- Durant le point consacré à l'emploi du 4^{ème} trimestre, nos élus ont relevé, notamment, le nombre important de ruptures conventionnelles dans l'AT Pays de Loire : six sur l'année. Cette situation nous questionne et nous préoccupe.
- La fin du Comité d'Entreprise est consacrée aux modalités de communications des syndicats. Il est ouvertement reproché à notre syndicat d'utiliser les adresses Email professionnelles des salarié.e.s. Bien évidemment nous sommes très surpris parce que d'une part nous considérons avoir respecté la loi en précisant lors de notre envoi que les salarié.e.s ne souhaitant pas recevoir nos communications nous demandent de retirer leurs coordonnées de notre liste de diffusion. D'autre part, nous observons que depuis plus de 4 ans le syndicat SepUnsa utilise ces adresses sans que cela pose problème. Il est décidé que ce point soit mis à l'ordre du jour du prochain Comité d'Entreprise.

Que s'est-il passé aux négociations du 6 mars

A l'heure où nous écrivons nous ne pouvons vous livrer aucune information. En effet, notre déléguée syndicale était en arrêt le 6 mars. Nous avons demandé le report ce qui n'a pas été possible.

Dates des prochaines négociations le 24 avril, le 14 juin et le 18 septembre

Que s'est-il passé à la séance plénière du comité d'entreprise du 14 mars

- En introduction notre représentant syndical au Comité d'Entreprise s'est exprimé sur la violence ressentie par l'ensemble des élu-e-s présents par rapport à la procédure mise en place dans le cadre de la liquidation de l'AT de Bourgogne. Il qualifie cette expérience de traumatisante pour les salarié-e-s. L'employeur reconnaît qu'il s'agit d'une procédure difficile à vivre mais sur laquelle il n'a pas la main et, il regrette que l'urgence et les contraintes ne laissent pas de place à l'humain.
- Nos élu-e-s sont très préoccupé-e-s par la situation de la Lorraine, actuellement en redressement et qui présente un déficit projeté à - 25 000 euros pour 2016 et un prévisionnel 2017 entre - 20 000 et - 50 000 euros (chiffres communiqués en séance). Nous savons qu'un déficit peut rapidement déboucher sur une liquidation aussi nous avons interpellé l'employeur. Ce dernier a reconnu que la situation de la Lorraine était très préoccupante et que le National travaille avec le conseil d'administration. Au regard des derniers événements et de la fragilité de plusieurs associations nos élu-e-s déclarent qu'il n'est pas question que leurs activités d'élu-e-s se résument à être une chambre d'enregistrement des liquidations....

Les citations du mois :

À force de sacrifier l'essentiel pour l'urgence, on finit par oublier l'urgence de l'essentiel. *Edgar Morin*
La meilleure façon de ne pas avancer est de suivre une idée fixe. *Jacques Prévert*